

Derrière les retraites, le travail. À propos du livre de Bernard Friot, « Le travail, enjeu des retraites »

mardi 21 mai 2019, par Jean-Marie Harribey

Chacun des livres de Bernard Friot est l'occasion de réfléchir à des questions cruciales pour comprendre la situation dans laquelle le capitalisme contemporain plonge les travailleurs. Je débats avec lui depuis une bonne vingtaine d'années. Nos chemins se sont croisés parce que nous avons, chacun de notre côté et comme beaucoup d'autres, tenté d'analyser la place du travail et des droits sociaux dans un système en crise. Pour ma part, au début dans le cadre d'une réflexion sur la soutenabilité sociale et écologique, puis à cause justement de la crise capitaliste, j'ai formulé une conception du travail productif dans la sphère monétaire non marchande, à l'encontre de la vision libérale mais aussi de la vision marxiste traditionnelle. De son côté, Bernard Friot, à partir de sa connaissance de l'histoire sociale, a procédé à une reformulation générale du sens de la cotisation sociale pour en faire le pivot d'une transformation communiste de la société.

La discussion s'est nouée autour de la question des retraites, au rythme des nombreuses « réformes » du système de retraite menées par les gouvernements successifs, contre lesquelles les mouvements sociaux se sont cassé les dents.

Les livres de Bernard Friot (BF), ainsi que les rencontres lors de séminaires, furent l'occasion d'engager et d'approfondir toujours davantage la discussion. Son dernier livre *Le travail, enjeu des retraites* (La Dispute, 2019) reprend l'essentiel de ses travaux précédents, mais pousse leur logique à un degré supérieur. Je n'aurais pas de commentaires nouveaux à apporter par rapport à ceux que j'avais émis antérieurement [1] si ce livre récent ne commençait pas par une très longue introduction de 55 pages (plus du quart du livre), intitulée « Invitation à un déplacement », dans laquelle BF marque sa différence avec les critiques qui lui avaient été faites, en même temps qu'il dénonce la « complicité » de ceux (nous) qu'il nomme les « opposants » aux « réformateurs » néolibéraux, opposants qu'il considère responsables de l'échec des mouvements sociaux face aux réformes successives du système de retraite. [2]

Comme je ne saurais dire de nouvelle façon les remarques répétées de nombreuses fois, je vais seulement essayer de faire, en guise de bilan, un inventaire des points de discorde.

1. La retraite

Commençons par là, puisque la nature de la retraite fut le déclencheur de la discussion. La thèse de BF est que les retraités « travaillent », qu'ils produisent de la richesse et donc – et c'est là le point-clé – la valeur de la pension qu'ils reçoivent : «

La monnaie distribuée aux retraités correspond non pas à une part de la richesse créée par les actifs, mais à la richesse créée par les retraités eux-mêmes. » (p. 175). Il s'ensuit qu'il n'y a pas, selon lui, de transfert de valeur des actifs vers les inactifs, et que parler de transfert social et de solidarité intergénérationnelle revient à épouser et conforter, toujours selon lui, les thèses de l'adversaire. Par extension du raisonnement, comme il récuse « l'existence d'adultes non productifs » (p. 213), BF affirme que les parents (et aussi, semble-t-il, les « jeunes », p. 195) produisent la valeur des allocations familiales qu'ils reçoivent, et que les chômeurs produisent la valeur de leur allocation chômage. Il n'y a aucun élément de *démonstration* de ces affirmations. Elles forment une proposition dont le postulat est : un droit (à la pension, au salaire, à l'allocation...) crée la valeur monétaire qui satisfait ce droit. BF se défend en écrivant : « Or demander ce que font les retraités pour trancher s'ils travaillent ou non est une question aliénée et aveugle. Aliénée car elle naturalise la pratique capitaliste du travail en dépolitisant le fondement de tout travail ; aveugle sur ce qu'a heureusement construit la conquête du salaire à la qualification personnelle en termes de distance entre mesure de l'activité et qualification. » (p. 32-33). Et il rejette sans hésiter deux questions. L'une (p. 32), un peu ironique, que lui a posée Michel Husson : « que produis-je comme valeur, lorsque je passe ma journée de retraité à écouter Les Chaussettes noires ? » L'autre, que je lui ai plusieurs fois posée : que produit la personne âgée devenue grabataire et sans autonomie, et que produit le jeune à partir du jour de son dix-huitième anniversaire, du seul fait qu'il a 18 ans et qu'on lui décerne *a priori* un premier niveau de qualification ? Il reprend la question « quel travail font les retraités en perte d'autonomie, les retraités grabataires à qui on continue de verser une pension ? » (p. 173) et il répond : « Quand la qualification personnelle sera

devenue un fondement de la citoyenneté, une telle question marquée aujourd'hui au coin du sens commun fera frémir. Attribuer une qualification, c'est affirmer l'irrévocabilité de la citoyenneté, cette citoyenneté que vient enrichir l'attribut universel d'une qualification : est-ce qu'on retire le droit de vote aux mourants ? » (p. 173). On est bien dans l'octroi d'un droit, et c'est immense, mais c'est juste un droit, ce n'est pas une production.

Mais, au-delà de ces cas concrets, qui ont pour grand intérêt de permettre l'application du critère de falsifiabilité et donc l'invalidation de la thèse de BF, il convient d'examiner ce que BF met derrière la retraite du retraité : ce dernier entre dans la félicité, le « bonheur » (p. 83) d'être libéré de l'asservissement au capital, et *donc* produit de la valeur non soumise à la logique du profit. La distinction fondatrice de l'économie politique et de sa critique par Marx entre valeur d'usage et valeur disparaît alors chez BF. Or, cette distinction est le socle de la critique de la marchandise et de l'accumulation du capital. Pas étonnant que la théorie néoclassique dominante en économie l'ait totalement évacuée, la richesse (l'ensemble des valeurs d'usage) se réduisant à la valeur, celle-ci se réduisant à son tour, selon le dogme néoclassique, à la valeur monétaire marchande.

2. La validation sociale

Il est évident que BF a très bien compris que ce qui sous-tendait une théorie du travail productif était la nécessité d'une validation sociale. Depuis les années 1990, j'ai développé l'idée qu'il existait dans le capitalisme concret deux modes de validation du travail [3]. Le premier est le fait du marché qui assure le fameux « saut périlleux de la marchandise » [4], selon la métaphore de Marx, la vente de la marchandise étant une épreuve non garantie à l'avance. Et j'ai complété cela en montrant que la validation sociale permettait de passer du travail à la valeur monétaire [5]. Le second mode de validation, imposé par le rapport de force social dans la société, est la décision politique de faire produire des services non marchands mais qui sont évalués monétairement. Bien qu'ayant repris à son compte l'idée que les travailleurs dans la sphère monétaire non marchande étaient productifs de valeur, BF récusé la raison que j'en ai donnée.

Au sujet du marché, BF me répond : « On est donc en plein fétichisme en parlant, comme le fait Jean-Marie Harribey, de 'validation sociale par le marché'... puisque précisément la violence sociale de la validation capitaliste se cache derrière la prétendue validation par les acheteurs » (p. 35). Si je soutenais la thèse de la validation par les individus acheteurs, ce serait erroné. Je soutiens l'idée que le marché n'est pas la somme des acheteurs, mais que c'est une institution sociale et que, de surcroît, BF confond le marché avec le capitalisme et qu'il peut ainsi jeter par dessus bord la métaphore du « saut périlleux » de la marchandise. Saut périlleux obligatoire, pour transformer la plus-value en espèces sonnantes et trébuchantes. Dès lors, un contresens supplémentaire de BF surgit : « le travail validé pour

produire dans l'agrobusiness ne l'est pas par les acheteurs finaux de l'alimentation, sans pouvoir sur les produits, mais par les détenteurs, directs ou indirects, des moyens de production et de distribution qui vont, et eux seuls, décider de la production alimentaire à tous les niveaux de la filière en fonction de la valorisation de leur capital. » (p. 35). BF confond les choix de production, qui sont arrêtés effectivement par les propriétaires du capital, et la validation de ces choix, qui leur échappe, parce qu'aucun capitaliste et aucun quartier général du capital ne peuvent assurer *a priori* de la réussite du « saut périlleux ». La validation du travail consacré à produire des marchandises n'intervient pas *ex ante* par rapport à l'investissement, l'embauche et la production, mais *ex post*.

Au sujet de la validation du travail opéré dans la sphère monétaire non marchande, BF m'accuse de « fétichisme à l'égard de l'État » (p. 36). Et il m'oppose « le travail des fonctionnaires qui organisent le transfert du fret ferroviaire vers les routes ou l'attribution des concessions d'autoroutes » (p. 36). Mais le sujet n'est pas de savoir si l'État fait bien de privatiser les autoroutes et les aéroports. Ces privatisations sont une plaie. Le sujet est de savoir par quel mécanisme social le travail des enseignants dans les écoles est productif de valeur, de même que celui des infirmières et autres soignants dans les hôpitaux ou celui des bibliothécaires dans les bibliothèques municipales. Ma réponse est : ce mécanisme social est la *décision politique*, aux échelons nationaux comme locaux, d'apprendre à lire aux enfants, de soigner les malades, etc. Donc, la validation, par différence avec les marchandises, intervient ici *ex ante*. Au passage, elle ne dépend pas de savoir si l'enseignant apprend bien à lire ou si le personnel soignant soigne bien. Cette validation politique ne dépend pas non plus de « la logique de rentabilité capitaliste » (p. 36) puisque, précisément, BF ne cesse de dire, à juste titre, que les fonctionnaires échappent à cette logique-là. D'ailleurs, les exemples qu'il prend sur la tonte de gazon par un individu chez lui ou par un fonctionnaire municipal ou par un salarié de Veolia (p. 33-34) devraient lui suggérer qu'on a affaire à trois cas différents. Le tondeur de gazon du dimanche produit pour lui-même (donc sans validation sociale) une simple valeur d'usage ; le fonctionnaire municipal qui entretient les espaces verts collectifs produit une valeur économique pour la collectivité ; le salarié de Veolia produit une valeur économique pour le capital. Les deux derniers cas donneront lieu à intégration de valeur dans le PIB, pas le premier. [6]

Dès lors, la critique que m'adresse BF n'enfoncé-t-elle pas une porte ouverte ? « Les catégories fétichistes de marché et de puissance publique qu'utilise Jean-Marie Harribey pour définir la validation sociale sont d'autant plus dangereuses qu'il les utilise pour démontrer que, puisque l'activité des retraités n'est validée ni par le marché ni par la puissance publique, ils ne travaillent pas. CQFD ! En réalité, la validation sociale du travail dépend des contradictions de la pratique de la valeur économique, elle n'est affaire ni de marché ni de puissance publique, mais de lutte de classes, et la valeur doit être qualifiée : capitaliste ou communiste. » (p. 36). Premièrement, je n'identifie pas la validation sociale au marché ou à la puissance publique, ce qui

n'aurait aucun sens. Je définis la validation sociale, comme Marx, par le processus d'abstraction accompli sur le marché, le processus qui fait s'exécuter le « saut périlleux ». Et j'ai très souvent répété que le processus de validation sociale par décision politique permettait le *saut assuré* du travail produisant les services non marchands. Deuxièmement, il est assez surprenant que BF nie le rôle du marché, tout en se référant à Marx, alors que celui-ci n'a cessé de dire que le marché était le passage obligé pour la marchandise : « L'égalité de travaux qui diffèrent entièrement les uns des autres ne peut consister que dans une abstraction de leur inégalité réelle, que dans la réduction à leur caractère commun de dépense de force humaine, de travail humain en général, et c'est l'échange seul qui opère cette réduction en mettant en présence les uns des autres sur un pied d'égalité les produits des travaux les plus divers. » [7]

Troisièmement, s'il y a une tension permanente pour tracer la frontière entre sphère marchande et sphère non marchande, c'est bien qu'elle traduit le moment de la lutte des classes. Mais qualifier binairement la valeur de capitaliste ou de communiste n'est peut-être pas très dialectique.

En récusant ma thèse de la dualité de la validation sociale dans le capitalisme contemporain et celle de la solidarité intergénérationnelle, BF les qualifie d'« idées réactionnaires et fétichistes » (p. 27 et 35), mais il n'a pas de thèse alternative, sinon celle de la qualification dont on va voir qu'elle pose plus de questions qu'elle n'en résout.

3. Le salaire à vie

Il faut reconnaître à Bernard Friot et au Réseau salariat qu'il anime d'avoir inventé une expression qui ne peut attirer que de la sympathie. Qui, au sein du mouvement social dans son ensemble pourrait s'opposer à l'idée de « continuer » à percevoir une pension à hauteur du salaire antérieur, à l'exception des salaires très élevés qui relèvent plus de la captation de rentes que de salaires ? Le problème naît quand on veut établir la relation entre travail productif, qualification et salaire.

Bernard Friot utilise alternativement deux thèses qui, outre leur faiblesse théorique individuelle, sont incompatibles entre elles. On a déjà fait remarquer que, le jour où le jeune souffle ses dix-huit bougies, et qu'il recevrait un salaire, le versement de ce salaire ne pourrait signifier en soi qu'il deviendrait productif de la valeur qu'il recevrait. S'agirait-il de sanctionner la qualification qu'il possède déjà (il sait lire et écrire et même résoudre une équation du second degré) ? C'est possible, mais il n'en résulterait pas la réalisation d'une production. Examinons le cas général du salarié actif pour essayer d'y voir clair. À de très nombreuses reprises, BF explique que c'est la qualification professionnelle attachée à la personne qui détermine que celle-ci soit productive de valeur économique, le fait qu'elle soit en « activité » ou en retraite ne changeant rien à l'affaire. Mais qu'est-ce qui attribue cette qualification, qu'est-ce qui l'institue,

qu'est-ce qui l'atteste ? C'est le salaire ! On entre alors dans un raisonnement circulaire : le salaire institue la qualification et la qualification est la construction (« l'abstraction », p. 39) sur laquelle est construit ou « repose » (p. 113) le salaire, dont on apprend qu'il est une « institution anticapitaliste » (p. 39), une page plus loin que le rappel que « la rémunération capitaliste [pas le salaire !, JMH], comme le montre Marx, est le prix de la force de travail » (p. 38). [8] De la même façon, le salaire « reconnaît » le travail (p. 195), mais comme tout est *a priori* travail selon lui, y a-t-il besoin d'une « reconnaissance » ? Et on retrouve les retraités : « Il en est de même pour les retraités : s'ils sont payés par du salaire continué, c'est qu'ils travaillent » (p. 172, souligné par moi, JMH). Le « c'est qu'ils » indique un lien de causalité : ainsi, selon BF, c'est le versement du salaire qui constitue la validation sociale du travail du salarié, et la pension valide le travail des retraités. [9] Or, l'idée de validation sociale nécessaire qu'on trouve chez Marx (le « saut périlleux ») porte sur les travaux concrets ayant produit des objets, afin qu'ils deviennent des marchandises vendues. La validation est l'autre nom de l'abstraction du travail. Mais les retraités n'ont pas à faire valider socialement le fruit de leur activité et il ne l'est d'ailleurs pas puisque leur activité est libre par définition ; de ce fait, il est une richesse pour eux et pour la collectivité, mais il n'est pas valeur.

On note que BF contredit dans le dernier passage cité ce qu'il avait écrit quelques lignes plus tôt : « Statistiquement, les retraités sont rangés dans les inactifs. Mais cette position entre en contradiction avec l'importance et la nature de la place qu'ont prise les retraités dans les sociétés. » (p. 170, souligné par moi, JMH). On quitte alors le terrain conceptuel sur le travail pour celui de la contingence historique, alors qu'on nous avait dit que le concept de travail des retraités ne se définissait pas par les activités auxquelles ils se livraient ni par les choses qu'ils faisaient.

On pourrait croire que la qualification, au sens propre, est pour BF d'ordre qualitatif. Admettons un instant qu'elle soit l'expression de la qualité de la personne, détachée du poste que celle-ci occupe, comme il le soutient. Mais comment la qualification peut-elle être une unité de mesure de la richesse créée par les individus (p. 178 et 179, voir aussi p. 33) ? Passerait-elle d'un statut qualitatif à un statut quantitatif ? Et comment « les pensions montrent[-elles] la fécondité d'une création monétaire qui anticiperait le produit du travail en évaluant les qualifications personnelles et non pas les marchandises » (p. 179) ? On s'y perd : c'était le salaire qui évaluait les qualifications, maintenant c'est la création de monnaie, et plus étonnant encore : « Les pensions anticipent la valeur attribuée à cette richesse non marchande [produite par les retraités], mais la monnaie qu'elles représentent est créée par les banques commerciales à l'occasion du prix anticipé des seules marchandises. » (p. 175). Faisons le point : les banques anticipent les prix, les pensions anticipent une richesse, or les pensions sont un salaire continué qui lui-même évalue la qualification du retraité, la qualification qui mesure salaire et pension. On est perdu : les pensions représentent-elles ce qu'ont créé les retraités ou anticipent-elles ce qu'ils vont créer ?

La virevolte de BF fragilise sa théorisation, et, sans surprise, il est obligé de confirmer que le statut politique du producteur qu'il entrevoit est lié à l'institution de trois droits : un droit à une carrière « salariale » dès 18 ans, un droit de participer à la décision de ce qui est produit grâce à la propriété d'usage, un droit de gérer les caisses de cotisation économique [10]. Il s'avère donc que la thèse de BF se situe entièrement dans le registre normatif, sur lequel je n'ai jamais porté et ne porte encore pas de jugement, mais pas dans le registre positif.

4. La cotisation sociale

J'ai, depuis longtemps, argumenté en faveur de l'élargissement de l'assiette des cotisations sociales, aujourd'hui restreinte au salaire brut, mais qui pourrait être élargie, sinon à toute la valeur ajoutée nette, du moins à celle-ci moins l'investissement net. L'argument essentiel est celui-ci : il faut choisir entre une modification des prix relatifs qui se fait à l'avantage des branches les plus capitalistiques (lorsqu'on augmente le taux de cotisation sur une assiette inchangée) et une modification des prix relatifs qui se fait à l'avantage des branches les moins capitalistiques (lorsqu'on élargit l'assiette) [11]. Que dit BF à ce sujet ? Des choses contradictoires. « Il [le salaire à vie] est versé par un régime unifié de retraite alimenté par une cotisation à taux interprofessionnel unique dont l'assiette est *la valeur ajoutée*. » (p. 57, souligné par moi, JMH, voir aussi p. 158) [12]. Il continue en développant la même argumentation que j'ai résumée ci-dessus : « Passer de l'assiette 'masse salariale' à l'assiette 'valeur ajoutée' est important pour deux raisons. D'une part, les écarts considérables de poids de la masse salariale dans la valeur ajoutée selon les entreprises font que la socialisation de la valeur qu'opèrent les cotisations pèse davantage sur les entreprises de main-d'œuvre [...] D'autre part, une cotisation fonction de la masse salariale accentue encore la tendance à l'élimination relative du travail vivant caractéristique de la productivité capitaliste. » (p. 59-60). Par la suite, il dément complètement ce qui précède : « Préconiser, faute d'une hausse du taux des cotisations, de taxer les produits financiers, de changer l'assiette de la cotisation ou de moduler son taux pour inciter les employeurs à avoir un comportement d'emploi vertueux, c'est à la fois consentir tacitement à l'argument de la cotisation sociale comme ennemi de l'emploi [...] et fragiliser le lien à la qualification d'un financement de la Sécurité sociale partiellement fiscalisé puisque son assiette ne serait plus la seule masse salariale. C'est identifier la protection à un revenu et non pas à un salaire. » (p. 142, voir aussi p. 163).

Que dire face à ce retournement ? D'abord, l'assiette actuelle est le seul salaire brut, donc hors cotisations employeurs, ce qui est déjà significatif de la portée idéologique de la coupure sémantique entre les cotisations dites salariales et les autres, comme si ce n'était pas les travailleurs qui payaient tout puisqu'ils produisent tout. [13] Ensuite, élargir l'assiette des cotisations n'équivaut pas à les fiscaliser si un même taux de cotisation est appliqué à toute l'assiette qu'on déciderait

d'élargir, donc au stade primaire de la formation des revenus. Il n'y a donc pas d'automaticité entre l'institution d'un système de sécurité sociale et son mode de financement. À chacun des stades de la production et de la répartition de la valeur ajoutée, c'est le rapport des forces qui joue.

Toujours à propos de la cotisation sociale, il est curieux que BF reprenne à son compte l'idée que les cotisations sociales payées par les fonctionnaires ne soient qu'« un pur jeu d'écriture qui n'alimente aucune caisse » (p. 30, voir aussi p. 209). Si tel était le cas, il n'y aurait pas d'autre conclusion que de dire que ce sont les salariés du privé qui paient seuls des cotisations pour les fonctionnaires retraités et, tant qu'à faire, qui paient les salaires des fonctionnaires actifs, puisque tous ces éléments sont inclus, selon BF, dans le prix des marchandises. Cela augure mal de la compréhension du fait que les fonctionnaires qui enseignent ou qui soignent sont productifs de valeur ! [14]

5. La monnaie

On aborde ici un point qui pourrait être décisif pour tirer le bilan de toute cette discussion. Ayant posé comme principe que les pensions de retraite ne représentaient pas un transfert de valeur des actifs vers les retraités, comment interpréter le versement des cotisations qui servent aussitôt à payer les pensions ? BF imagine une distinction entre flux de valeur et flux de monnaie. Il n'y a pas de valeur qui va des actifs vers les retraités, mais il y a un flux de monnaie. Là, c'est trop fort ! Mais ça ne tient pas debout. Pour essayer de faire tenir l'ensemble, BF soutient que le prix des marchandises inclut les cotisations sociales et les impôts qui « financeront » ce que produiront les retraités, les soignants, les enseignants et tous les fonctionnaires. Autrement dit, il détruit lui-même ce qu'il croit soutenir ailleurs, à savoir que la production non marchande s'ajoute à la production marchande. Or, ou bien le PIB non marchand est inclus dans le PIB marchand, ou bien l'un s'ajoute à l'autre, mais on ne peut pas tenir les deux discours à la fois. [15] Je dis « ce qu'il croit soutenir », parce que, en réalité, il ne comprend pas la thèse du travail productif dans la sphère monétaire non marchande. En effet, il m'attribue ceci : « Jean-Marie Harribey a bien montré que les impôts qui *financent* les salaires des fonctionnaires sont certes levés *sur les revenus créés à l'occasion des emplois*, mais qu'ils correspondent à la valeur *attribuée* au travail des agents de l'État, qui vient s'ajouter à la valeur *attribuée* au travail des autres actifs : ici aussi ces prétendus prélèvements [obligatoires] sont des suppléments [obligatoires] » (p. 177, souligné en italique par moi, JMH). Mis à part le fait que j'ai effectivement nommé suppléments obligatoires les fameux prélèvements, tout est faux dans ce que rapporte BF.

Premièrement, les impôts et cotisations sociales ne sont pas prélevés seulement sur les revenus créés dans la production capitaliste (sur ce que BF appelle « les emplois »), mais le sont sur la totalité des revenus, donc sur le produit intérieur net total et non pas seulement sur le produit intérieur net marchand.

Deuxièmement, de la valeur n'est pas « attribuée », au sens de « décernée », aux agents de l'État et de toute la fonction publique. Cette valeur, c'est, selon moi, celle qu'ils ont créée. On ne se situe pas ici sur le plan de la répartition des revenus, on est bien sur celui de la production. Ce qu'il convient de distinguer, c'est l'opération de production par les soignants et l'opération de redistribution lorsqu'un malade se présente à l'hôpital. Sinon on risquerait de croire que la cotisation maladie paie le travail du soignant et celui du malade. Or, BF n'entend pas ce que je lui disais en 2018 dans mon compte rendu du livre *Vaincre Macron* [16] : « Les soignants dans les hôpitaux et les enseignants ne sont pas rémunérés au titre de la redistribution, leur salaire est bien de nature primaire, c'est-à-dire engendré par leur travail ; en revanche, la prestation reçue par les malades ou bien le service rendu aux élèves et étudiants relève, eux, du registre de la redistribution. »

Troisièmement, et cela montre combien BF passe à côté de la question monétaire, les impôts et les cotisations ne « financent » pas la production monétaire non marchande (et donc les salaires des fonctionnaires) mais ils la paient collectivement. Ici, intervient la distinction géniale de Keynes entre *financement ex ante* de la production et son *paiement ex post*. Cette distinction permet en outre d'établir une passerelle entre Marx et Keynes et de se défaire de la croyance néoclassique (remontant à Jean-Baptiste Say), reprise telle quelle par BF : « tout investissement est financé sur la production courante » (p. 158). Cette affirmation peut être vraie à l'échelle d'une entreprise, donc microéconomique, mais elle est fautive à l'échelle macroéconomique : toute accumulation, tout développement économique, qu'il soit capitaliste ou socialiste ou écologiste ne change rien, nécessite un investissement macroéconomique net et donc une création de monnaie. Comme l'avait très bien compris, sinon formulé, Marx, la « réalisation » de la production et de la plus-value (c'est-à-dire la transformation en monnaie des marchandises) suppose un supplément de monnaie par rapport à ce qu'ont injecté les capitalistes dans leur ensemble pour *financer ex ante* leur production [17]. La raison est purement d'ordre logique : les capitalistes dans leur ensemble ne pourraient pas récupérer une somme A' supérieure à A qu'ils ont avancée si le crédit bancaire (donc la création de monnaie, peu importe ici qu'elle soit faite par des banques privées ou publiques) n'anticipait pas la formation de la plus-value. Cela est ravageur pour toutes les variantes de l'idée d'un fonds préalable, qui serait nécessaire à l'investissement, et qui courent depuis plus de deux siècles.

Je ne suis pas en mesure de dire ce que pense BF des recherches contemporaines hétérodoxes menées dans un cadre marxien ou bien post-keynésien sur la monnaie, en relation avec le financement du système productif et par conséquent avec l'organisation du travail, mais toujours est-il qu'il n'en tient aucun compte. [18] D'où une théorisation avec un fondement au final involontairement très orthodoxe sur la cotisation économique pour « financer » l'investissement net qui est un non-sens sur le plan macroéconomique.

Contrairement à ce qu'affirme régulièrement BF, la production

de marchandises ne crée pas la monnaie : « C'est bien sûr la production de marchandises qui génère la monnaie des pensions, comme toute monnaie » [19] et encore « comme la monnaie n'est créée qu'à l'occasion du prix attribué aux marchandises des entreprises capitalistes (par le jeu des anticipations de ce prix par les banques prêteuses à ces entreprises) » (p. 178) [20]. Or, la monnaie – mais pas la valeur – est nécessairement créée par les institutions de nature bancaire (peu importe ici pour le raisonnement qu'elles soient privées ou publiques, ou qu'elles exigent un taux d'intérêt ou pas). Cette création intervient pour lancer un processus productif, elle ne résulte donc pas de celui-ci. La monnaie n'est ainsi pas créée « par la médiation de la marchandise » (p. 85, souligné par moi, JMH) mais pour pouvoir réaliser monétairement la valeur de la marchandise. C'est donc une erreur factuelle que de dire : « la monnaie n'est créée qu'à l'occasion du prix attribué aux marchandises des entreprises capitalistes » (p. 178). Erreur qui entraîne une autre implicite : celle de ne pas voir que l'anticipation des besoins sociaux croissants nécessiterait une création de monnaie pour les satisfaire. Les concepteurs et rédacteurs des traités européens interdisant le financement monétaire des investissements publics par la banque centrale, eux, l'ont bien compris !

BF affirme que, dans l'après-guerre, la cotisation sociale a financé la construction des infrastructures de santé (p. 37). Mais, pour étayer cette affirmation, il faudrait tenir compte du fait que c'est la période où le Trésor public recourt aux avances de la banque centrale pour *financer*, macroéconomiquement, la (re)construction. La suppression du crédit et son remplacement par des subventions non remboursables provenant des caisses d'investissements seraient des artifices illusoire. En effet, si, au début d'une année, les entreprises reçoivent des subventions pour investir et produire, et si, à la fin de l'année elles versent des cotisations économiques, celles-ci équivalent à des remboursements, éventuellement supérieures aux subventions reçues grâce à l'engendrement de richesse supplémentaire, ce qui serait une forme d'intérêt. On a changé les mots mais la réalité est restée la même.

6. L'utilisation des concepts marxien

À de très nombreuses reprises, Bernard Friot se réclame de Marx et entend donner pleine mesure à ses concepts pour construire une société communiste. Tout le monde sait que les écrits de Marx se prêtent à de multiples interprétations, parfois contradictoires. Et BF est parfaitement en droit de livrer la sienne. Il n'empêche, il y a au moins quelques points d'ancrage solides chez Marx et on ne peut pas dire tout et le contraire de tout à son sujet. J'aborde ici deux questions conceptuelles qui font problème dans la thèse de BF.

Dans la critique de l'économie politique qu'il entreprend, après que ses prédécesseurs Smith et Ricardo eurent forgé une esquisse de théorie de la valeur, Marx s'éloigne de la théorie ricardienne de la

valeur fondée sur le travail incorporé (thèse substantialiste) pour introduire deux concepts nouveaux. D'abord, il distingue travail et force de travail [21], c'est son premier coup de génie. Il s'ensuit que parler de valeur du travail est un non-sens, et que la valeur de la force de travail est inférieure à la valeur qu'elle produit (la différence étant la plus-value). Jusque-là, les choses sont simples et je ne fais pas injure à BF de les ignorer. Ensuite, Marx a un deuxième coup de génie : que se passe-t-il dans l'accomplissement du « saut périlleux » ? Il se passe que le marché, dans sa version capitaliste, va éliminer les caractères concrets de tous les travaux effectués dans le cadre d'une division du travail de plus en plus poussée, les rendre ainsi *indistincts*, c'est-à-dire *abstraction* faite de leurs caractéristiques individuelles, dont tous les capitalistes se contrefichent, pourvu que la valeur monétaire des marchandises rentre dans leur escarcelle. Mais il reste une énigme à résoudre : par quel mécanisme cette *abstraction* s'opère-elle ? Troisième coup de génie : l'exigence d'une norme de rentabilité et la circulation des capitaux tendent à fixer une norme moyenne de taux de profit appliquée à des capitaux dont la structure entre capital constant et capital variable est différente. [22] C'est le mécanisme de ladite abstraction du travail. Où et quand s'opère cette abstraction ? Sur le marché. Autrement dit, BF se trompe quand il situe le travail abstrait lors de l'exécution des travaux concrets par les travailleurs sur ordre du capital. « Cette non-maîtrise du travail [par le travailleur] vaut dans les deux dimensions de ce dernier : le *travail concret*, la valeur d'usage qu'il produit, les conditions de son exercice ; et le *travail abstrait*, la production de valeur économique et donc le choix des investissements, des lieux de production, des fournisseurs et des clients, les créations et suppressions d'emploi, les salaires. » (p. 13). Les travaux exécutés sont toujours concrets, ils perdent ce caractère non pas dans l'acte de production, par une sorte de volonté délibérée *a priori* du capital, mais ils le perdent au cours du passage, du saut, entre la chaîne de production et celle de la circulation du capital. Certes, la sanction du marché aura des conséquences en retour sur une nouvelle affectation du capital, sur une nouvelle organisation du travail (concret !), en attendant... l'abstraction suivante, mais on ne peut confondre ces deux moments, sous peine de dissoudre le concept de travail abstrait ou bien de l'inverser totalement : « C'est le travail abstrait qui *détermine* le travail concret en l'inscrivant dans la logique de la valeur » (p. 42, souligné par moi, JMH). Que le lecteur me permette de renvoyer encore au compte rendu que j'ai fait de *Vaincre Macron* en 2018, dans lequel j'écrivais : « Le capitalisme implique le travail abstrait, mais la réciproque n'est pas vraie ». Et il faut prendre le verbe « impliquer » au sens logique.

Tous les raisonnements de BF sur ce qu'il appelle la « dictature de la valeur travail » (par exemple p. 169) sont générateurs de confusions. D'abord, mais ceci est un détail, seul le trait d'union dans valeur-travail permet de distinguer sans ambiguïté la théorie économique de la valeur-travail de la notion philosophique de valeur travail, et BF ne le met jamais (par exemple, p. 78). Mais, surtout, BF fait comme si on pouvait attribuer au capital et à ses idéologues l'idée que la production

émanait du travail. Certes, on comprend ce que veut signifier BF : les capitalistes savent bien qu'il leur faut exiger toujours plus de la force de travail pour accumuler du capital. Mais il ne s'agit pas de la dictature de la valeur-travail, il s'agit de la dictature du profit. Et BF se trompe à nouveau en affirmant : « Je rappelle que la marchandise est un produit du travail mené sous le joug de la valeur travail » (p. 194, note 5). Le joug, c'est l'exigence du profit qui canalise la valeur-travail vers le capital. Si on se trompe à ce point de cible, que resterait-il pour qu'un mode de production débarrassé de la logique du profit construise un système de prix cohérent, intégrant tous les coûts, individuels et sociaux ? Le temps de travail socialement nécessaire peut ne pas être seulement un instrument de mesure dans le capitalisme. Cette question ô combien complexe est totalement laissée de côté, voire niée par BF. Sans la valeur-travail (au sens de Marx, intégrant la validation sociale, et non pas au sens de Ricardo), il ne reste à BF que la qualification, dont on a vu qu'elle ne pouvait pas être une unité de mesure. Le paradoxe, sinon la contradiction, est que, pour BF, la valeur peut ne pas être exclusivement capitaliste, tout en niant la valeur-travail au-delà du capitalisme. Que serait-elle ? Il y aurait la valeur mesurée par la qualification ! Et celle-ci par le salaire ! On est vraiment revenu au raisonnement circulaire d'Adam Smith [23].

Alors que Marx s'est attaché longuement au début du *Capital* à bien distinguer les rapports marchands des rapports capitalistes, ces derniers en étant un cas historique particulier, BF assène une définition de la marchandise en contradiction avec Marx : « Une marchandise n'est pas un objet produit pour être vendu, comme le veut une définition banale qui confond transaction monétaire et marchandise : un paysan qui vend ses tomates au marché ne vend pas des marchandises, pas plus qu'un médecin conventionné de secteur 1 qui fait payer sa consultation. » (p. 80-81) Tout est faux dans cette citation : 1) par définition, une marchandise est produite pour être vendue ; 2) transaction monétaire et marchandise ne peuvent être confondues parce que la marchandise est l'objet de l'échange et que la transaction est cet échange ; 3) la tomate *vendue* par le paysan de BF est une marchandise, mais la production qu'il a réalisée s'est déroulée dans le cadre de rapports marchands simples et non pas dans un cadre de rapports sociaux capitalistes avec emploi de travail salarié.

7. Les aspérités de la discussion

Je le disais au début de ce texte, Bernard Friot se livre dans sa longue introduction à une vive critique contre les « opposants » aux « réformateurs » libéraux. Au premier plan de ces « opposants », une sorte de trio infernal d'idiots utiles, avec, par ordre de responsabilité dans le désastre social face aux réformes : Harribey (je diffuse une idée « réactionnaire », p. 27), Khalfa et Husson. Nous sommes coupables, entre autres, d'être partisans de la réduction du temps de travail, d'argumenter soi-disant au niveau de la répartition des revenus et pas au niveau qui est requis, celui de la production de ces revenus (là, je

souris...). Le curieux de l'affaire, c'est que, dans sa réponse à Khalfa [24], BF dit : « Ce n'est pas mon propos qui désarme les mobilisations (par quel miracle idéaliste ?), c'est l'absence de bilan, pratique et intellectuel, de l'échec de mobilisations pourtant considérables contre la réforme des retraites, et de l'incapacité à mobiliser contre les atteintes à la fonction publique et le saccage de la gestion démocratique et du financement salarial du régime général, qui prépare des désillusions encore plus grandes. Ces désillusions sont à notre porte, le désarroi militant est grand. Il est temps que le bilan d'un échec aussi massif et sur une longue période soit mené. Je l'ai fait, quant à moi, en modifiant mon programme de recherche. » Si des propos de BF ne désarment par les mobilisations et sont au contraire susceptibles de les aider, comment ceux des trois idiots utiles ci-dessus le pourraient-ils par un autre miracle idéaliste ? [25]

Dans ma recension du précédent livre de BF *Vaincre Macron*, j'avais suggéré qu'il était peu vraisemblable qu'Ambroise Croizat ait imaginé fonder un nouveau mode de production de valeur en créant le régime général de la Sécurité sociale, alors qu'il déclarait à la tribune de l'Assemblée nationale le 8 août 1946 : « Il [le problème] est de garantir à tous les éléments de la population qu'en toute circonstance ils jouiront de revenus suffisants pour assurer leur subsistance familiale » [26]. BF me répond : « Quel est l'argument de mes contradicteurs ? Que Croizat ne s'est pas exprimé en termes révolutionnaires. Et donc, puisqu'il ne l'a pas dit, il ne l'a pas fait. Passons sur l'illusion qu'il y a à chercher dans le discours d'un acteur la réalité de ce qu'il fait. Mais surtout le 'pas dit, pas fait' est un propos idéaliste faux, sauf à supposer que ce sont les idées qui mènent le monde. » (p. 20). Ah, bravo Bernard Friot, tu marques un point. Mais, que n'appliques-tu pas ton propos judicieux à tout moment : comment les idiots utiles ci-dessus pourraient-ils influencer d'aussi mauvaise façon le mouvement social pour le conduire à l'échec et comment ton propre propos de rectification jouerait-il un rôle salvateur ?

Ce qui précède n'a rien d'anecdotique parce qu'il est révélateur que, fondamentalement, BF croit à l'effet performatif d'une « bonne » interprétation de la cotisation sociale pour faire jaillir du « déjà là » le communisme tant souhaité. Et c'est ce qui m'a conduit, recension après recension des livres de BF, à pointer qu'il mélangeait thèse normative et thèse positive, passant de l'une à l'autre sans aucune précaution méthodologique, aboutissant à un imbroglio épistémologique.

Bien sûr, je n'ai pas qualité pour délivrer un certificat d'épistémologie. D'ailleurs, contre toute attente, au vu de ses premiers échanges avec lui, BF a trouvé un allié en Frédéric Lordon, qui dans son dernier ouvrage [27] lui délivre un brevet d'innovation théorique. Et pour cause, Lordon, n'ayant plus aucune théorie de la valeur, de l'exploitation et du profit depuis qu'il se consacre à des réflexions spinozistes, se raccroche à la première branche disponible quand on a abandonné la loi de la valeur et qu'on risque de sombrer dans une théorie subjective des désirs. Ce que ne veut pas voir Lordon, pourtant féru en théorie, c'est que le chemin emprunté par BF, qui veut aller de la

critique du revenu différé au salaire continué en passant par la production du retraité, est une impasse, non pas, je le répète, normativement, mais logiquement. En effet, la cotisation ne peut pas à la fois « conforter[r] la reconnaissance de la qualification des cotisants et celle de ceux à qui elle est destinée, retraités, soignants, chômeurs, parents », comme le prétend BF (p. 141).

Pour sortir de cette impasse, BF est conduit à s'approprier une critique des réformes délétères du système de retraite qui est partagée bien au-delà de son cercle étroit. En effet, il n'a pas le monopole de la dénonciation de l'accaparement des gains de productivité par le profit en gelant le taux de cotisation (p. 90), ou de la dénonciation du dilemme (p. 155) devant lequel le capital place les travailleurs en leur imposant des fonds de pension ou de l'actionnariat salarié, qui ne peuvent se développer qu'au détriment des salaires, de l'emploi et des pensions collectives. Et, que je sache, ce n'est pas BF qui a inventé l'idée que les pensions sont versées à partir du flux de revenu courant. [28]

À propos du terme « revenu », BF persiste à ne l'employer que pour désigner les revenus non salariaux. BF est libre de donner les définitions qu'il veut, sauf que, pour discuter dans une langue, il faut au moins s'entendre sur le sens des mots quand il est donné unanimement, excepté par Bernard Friot : « revenu » est le terme générique pour désigner globalement les salaires, les profits ou les rentes. En faisant du « revenu » obligatoirement un « revenu différé », il empêche toute discussion, et de plus, il forge un pléonasme puisque le « revenu » ne peut être selon lui que « différé ». [29] Il range alors ses contradicteurs dans le camp libéral, puisque, à ses yeux, ils ont le tort de soutenir l'idée de la solidarité intergénérationnelle. Et il ne s'interroge jamais sur le fait qu'il n'y a aucune implication logique entre l'idée d'un transfert social immédiat des cotisants vers les retraités et l'idée que la pension serait la récupération des cotisations passées. Dans la thèse du salaire différé, il y a la négation du b.a-ba de l'économie politique, à savoir que les revenus (je dis bien : revenus) sont un flux et que les pensions ne sont pas un prélèvement sur un stock congelé antérieurement ; dans celle du salaire socialisé, l'idée maîtresse est que le flux de valeur engendrée par les travailleurs actifs est réparti dans l'instant en salaires directs, profits et transferts sociaux.

Toujours au chapitre sémantique, BF s'attache à distinguer travail et emploi (par exemple, p. 184). Les idéologues libéraux et les partisans du revenu d'existence font souvent de même. Je crois avoir montré que si l'on veut éviter les faux procès ou les contresens et si on veut être connecté avec les méthodes d'élaboration statistique, il faut considérer que l'emploi est le cadre socio-institutionnel et juridique dans lequel le travail est mis en œuvre. Il concerne donc aussi bien l'emploi salarié que l'emploi indépendant. Autrement dit, travail et emploi sont les deux faces de la même réalité. [30]

La question de la solidarité intergénérationnelle permet d'aborder celle de l'écologie à laquelle BF s'est converti. Tant mieux, et mieux vaut tard que jamais. L'absolue nécessité aujourd'hui de conjuguer soutenabilité sociale et soutenabilité écologique montre que le problème de la solidarité sociale

intergénérationnelle a été résolu par la lutte des classes en inventant la Sécurité sociale et la retraite dite par répartition [31], et qu'un problème de solidarité intergénérationnelle est aussi à résoudre à propos de la question écologique. La profession de foi de BF en faveur de l'écologie est souvent exprimée dans son ouvrage (notamment p. 27, 57, 166, 213, 215). Mais pourquoi affirmer que « pratiqué sur un mode communiste le travail est infini » (p. 52) ? Pourquoi marquer aussi souvent sa réticence vis-à-vis de la réduction du temps de travail, sinon son hostilité (p. 23, 49) ? On reste abasourdi devant l'affirmation péremptoire de BF selon laquelle « personne en réalité ne postule l'absence de gains de productivité dans l'avenir » (p. 166). Si, justement, et même les économistes libéraux s'affolent devant le ralentissement extraordinaire de ces gains, avéré partout dans le monde, au point qu'ils se demandent si le capitalisme ne serait pas entré dans une « stagnation séculaire » [32]. Ce qui ne signifie pas que la baisse du taux de profit soit « permanente », comme l'affirme faussement BF (p. 82). Et il est pour le moins hasardeux, et en tout cas contradictoire avec un souci écologique, de dire encore en 2019 : « toutes les projections anticipent le doublement du PIB dans les quarante ou cinquante prochaines années, selon un taux de croissance annuel de 1,7 %, modeste même s'il est supérieur au taux de croissance actuel, particulièrement faible » (p. 167, note 9).

Quant à la négation de l'évolution de la structure démographique de la population, sous prétexte qu'elle correspondrait à « un choc démographique [qui ne serait] pas un fait, c'est une construction fantasmée » (p. 163), elle ne laisse pas de surprendre quelque peu. BF met en scène un faux procès en partant en bataille contre le ratio de dépendance démographique qui ne met en rapport que les actifs et les inactifs retraités (p. 164). Or, en réalité, le ratio de dépendance économique est également communément utilisé, mettant en rapport les actifs et tous les inactifs.

On se demande ce que veut signifier BF quand il écrit : « Rappelons que la richesse est la quantité de biens et de services utiles produits ; elle excède largement la valeur du PIB, qui ne compte que la richesse à laquelle une valeur est attribuée. Le PIB peut donc croître sans production de richesse supplémentaire, par attribution d'une valeur à de la richesse qui n'en avait pas jusqu'ici. C'est une des voies importantes de la

croissance du PIB. » (p. 169, note 11, voir aussi p. 61 et p. 152, note 2). D'une part, la richesse n'est pas ce que BF en dit, parce qu'elle excède aussi les biens et services utiles produits avec la part qui reste inestimable [33]. D'autre part, si BF lit le rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, il y verra la recommandation d'ajouter au PIB le produit du travail domestique, la prétendue valeur du temps libre et des loisirs, ou encore la valeur du lait maternel, etc., afin d'augmenter le PIB de 80 % [34] !

Alors, quel bilan d'une discussion ? Un regret tout d'abord. Que la convergence sur la nécessité de redéfinir le travail productif se soit évanouie. Parce que s'il est, à mes yeux, justifié de théoriser le travail productif de valeur *pour la collectivité* qui s'ajoute au travail productif de valeur *pour le capital*, la première n'étant donc pas retranchée de la seconde, étendre cette distinction aux activités produisant librement de simples valeurs d'usage aboutit à une impasse logique. Cette aporie consiste à considérer que la production monétaire non marchande est incluse dans la production marchande, après avoir affirmé qu'elle s'y ajoutait. À cette aporie, se superpose le contresens sur le concept de travail abstrait, qui n'est jamais le résultat d'un calcul capitaliste, mais celui de la division sociale du travail.

Au-delà de ces défauts logiques, il y a une faille méthodologique, pointée depuis longtemps, au sein des thèses défendues par Bernard Friot : celle qui consiste à mélanger le registre normatif (vouloir le communisme) et le registre positif (qu'est-ce que la valeur ?) [35]. En termes simples, cela signifie prendre ses désirs pour la réalité. On sait combien la posture de neutralité axiologique en sciences sociales, chère à Max Weber, est difficile à tenir. Il n'empêche, le mélange des genres est trop flagrant chez Bernard Friot. Le risque est donc que les pièges logiques et méthodologiques se referment sur la thèse du prétendu travail productif des retraités. L'intuition de Bernard Friot, à savoir que, derrière les retraites, se pose la question du travail, est juste. Nous sommes nombreux à partager cette intuition et c'est la raison pour laquelle, malgré un désaccord irréductible avec les conséquences qu'il en tire, je continue à débattre cordialement avec lui. En dépit des divergences théoriques et stratégiques, nous ne sommes pas dans des camps opposés, et il ne me viendrait pas à l'idée qu'il puisse jouer le jeu des réformateurs libéraux du système de retraite, comme il en accuse charitablement ses amis critiques.

Notes

[1] J.-M. Harribey, « [Ce n'est pas le salaire qui paie la cotisation sociale, c'est le salarié. Nuance !](#) », 1^{er} juin 2003. « [Les retraités créent-ils la valeur monétaire qu'ils perçoivent ?](#) », *Revue française de socio-économie*, n° 6, second semestre 2010, p. 149-156. « [Du travail et du salaire en temps de crise. À propos du livre de Bernard Friot, « L'enjeu du salaire »](#) », *Contretemps*, avril 2012. « [Travail collectif, valeur et revenu : l'impossible dissociation](#) », *Les Possibles*, n° 11, Automne 2016. « [Aux salariés mal nés, la valeur n'attend que 18 années. Lire Vaincre Macron de Bernard Friot](#) », *Contretemps*, 15 janvier 2018.

B. Friot, « Travailler, est-ce avoir un emploi ou une qualification personnelle ? L'activité des retraités est-elle 'utile' ou est-ce 'du

travail' ? Débat avec Jean-Marie Harribey », *Revue française de socio-économie*, n° 6, second semestre 2010, p. 157-166.

[2] Outre mes propres articles, ont contribué à la discussion critique des thèses de Bernard Friot :

S. Treillet, « Du salaire socialisé au salaire continué, Ruptures et continuités, *Contretemps*, n° 7 », 3^e trimestre 2010.

P. Khalifa, « [Des théorisations fragiles aux implications politiques hasardeuses, À propos des thèses de Bernard Friot](#) », *Les Possibles*, n° 11, Automne 2016. Article auquel B. Friot a répondu, « [1946 change le salaire, et donc le travail](#) », *Les Possibles*, n° 11, Automne 2016.

M. Husson, « [Bernard Friot ou la stratégie de l'incantation, À propos de Vaincre Macron de Bernard Friot](#) », *Contretemps*, 17 janvier 2018.

[3] La synthèse de cette élaboration est dans J.-M. Harribey, *la richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013.

[4] K. Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965, p. 645.

[5] J.-M. Harribey, « [La validation sociale, point de passage du travail à la valeur monétaire](#) », Colloque « Monnaie, dette et souveraineté », Université d'Amiens, 11-12 décembre 2017. « [Du travail à la monnaie, Essai de perspective sociale de la valeur, Examen critique de la vision autoréférentielle de la valeur et de la monnaie](#) », *Économie et institutions*, n° 27, 2017.

[6] Si l'on voulait être complet, il faudrait ajouter un quatrième cas : celui de l'artisan qui produit une valeur économique pour lui-même. Voir la typologie que j'ai proposée dans *La richesse, la valeur et l'inestimable, op. cit.*, p. 68-73.

[7] K. Marx, *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 607, souligné en gras par moi JMH.

[8] Plus loin, BF dira que la thèse selon laquelle le salaire est le prix de la force de travail est « partagée par les réformateurs (sous-entendu libéraux) et leurs opposants » (p. 202), alors que cette thèse est la plus importante des thèses combattues par l'idéologie économique. Le confusionnisme entre les théories économiques est complet. Pourquoi BF se livre-t-il à cette acrobatie ? Parce que, selon lui, le « travailleur » est employé par le capital alors que le « salarié » est déjà sur la voie de l'émancipation communiste...

[9] BF le dit encore ainsi : « s'ils [les retraités] sont payés par du salaire continué, ce sont des salariés qui 'travaillent' » (p. 172).

[10] B. Friot, « 1946 change le salaire, et donc le travail », *op. cit.*

[11] Pour les détails techniques, voir :

J.-M. Harribey, « [Faire du débat sur le financement de la Sécurité sociale un débat politique](#) », 30 juin 2004. « [Financement de la protection sociale : malentendus ou désaccords ?](#) », 27 juin 2007. « [La protection sociale pour un mode de développement de qualité](#) », juin 2007. « [Autour de la protection sociale, de quoi parle-t-on : salaire, cotisation, valeur ajoutée, revenu, prélèvements, financement, paiement, socialisation... ?](#) », *Les Possibles*, n° 1, automne 2013. « [Sur le financement de la Sécurité sociale, croisement de regards](#) », Fondation Copernic, 28 mars 2014, publié le 2 mai 2014. « [Le sens de la cotisation sociale](#) », 17 août 2014. « [Quelle cotisation sociale pour la protection sociale ?](#) », 9 février 2019.

Collectif au sein d'Attac, « [Débat sur le financement de la protection sociale](#) », juin 2007.

[12] Il se pourrait que, dans cette dernière citation, BF utilise « valeur ajoutée » pour l'idée de source. Mais, si c'est le cas, il est important de distinguer la source d'un prélèvement, qui est toujours la valeur ajoutée nette, et l'assiette de calcul du prélèvement.

[13] On doit dire que la coupure sémantique entre cotisations sociales salariales et cotisations sociales patronales doit plonger les administrateurs de l'INSEE dans un abîme de perplexité puisqu'ils donnent une [définition de la rémunération des salariés, incluant les cotisations à la charge des employeurs](#), et une [définition différente de la masse salariale les excluant](#).

[14] BF commet erreur sur erreur au sujet de la double distinction monétaire/marchand et non-monétaire/non-marchand. La SNCF vend le service transport qui est donc marchand, contrairement à ce que laisse entendre BF (p.188). Et c'est le produit du travail des soignants qui est non marchand et non pas leur travail (p. 195) car leur force de travail est bien marchande.

[15] J'ai étudié les thèses imaginées par BF et diffusées par le Réseau Salarial sur la comptabilité nationale dans « [Que dit le Réseau Salarial ?](#) », 21 février 2017.

[16] « Aux salariés mal nés, la valeur n'attend que 18 années, Lire *Vaincre Macron*, *op.cit.*

[17] À l'occasion du 200^e anniversaire de Marx, j'ai écrit un petit texte qui présente ce problème : « [Karl Marx, Charles Dumont et Édith Piaf : 'rien de rien' ou la réalisation monétaire de la production capitaliste](#) », *Les Possibles*, n° 17, Été 2018 et sur mon blog d'*Alternatives économiques*.

[18] Sur le post-keynésianisme, voir É. Berr, V. Monvoisin et J.-F. Ponsot (dir.), *L'économie post-keynésienne, Histoire, théories et politiques*, Paris, Seuil, 2018. Compte rendu dans J.-M. Harribey, « [L'économie post-keynésienne en bonne voie...](#) », *Contretemps*, 21 novembre 2018.

[19] B. Friot, « 1946 change le salaire, et donc le travail », *op. cit.* Ce point est ancien chez BF.

[20] Doit-on rappeler que dans un bilan consolidé du système bancaire on trouve toujours à l'actif les créances sur l'État, les créances sur l'économie (sous-entendu privée) et les créances nettes sur l'étranger ?

[21] B. Friot est-il rigoureux quand il écrit : « Les formes de plus en plus abstraites que prend la dictature du temps de travail vont donc permettre une mise en équivalence de toutes les forces de travail. » (p. 79) ? Non, justement, les forces de travail sont mises en concurrence et soumises à une non-équivalence. Cf. la thèse d'A. Emmanuel dans *L'échange inégal, Essai sur les antagonismes dans les rapports internationaux*, Paris, François Maspero, 1969.

[22] Je ne m'étends pas ici sur la discussion portant depuis un siècle et demi sur la péréquation du taux de profit et ladite transformation des valeurs en prix de production. Je m'en tiens à une réflexion sur le travail abstrait.

[23] Le raisonnement circulaire de Smith consistait à mesurer la valeur du blé par le salaire et le salaire par la valeur du blé nécessaire au travailleur.

[24] B. Friot, « 1946 change le salaire, et donc le travail », *op. cit.*

[25] Je rappelle pour la petite histoire que c'est ce petit trio, avec quelques autres tout aussi infernaux, qui était à l'ouvrage dans la mobilisation dans de multiples comités locaux en 2003, et avait lancé le fameux appel Attac-Copernic en 2010. Deux moments où nous sommes passés à deux doigts de la victoire. Comment le discours sur le salaire à vie de BF ne nous a-t-il pas aidés à la remporter ?...

[26] Comité d'histoire de la Sécurité sociale, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale, « [40 ans de Sécurité sociale](#) », *Bulletin de liaison* 14, janvier 1986, p. 94.

[27] F. Lordon, *La condition anarchique, Affects et institutions de la valeur*, Paris, Seuil, 2018, p. 91-96. Lordon attribue à Friot le mérite d'avoir découvert que « la qualité de valeur économique est une question politique » (Lordon, p. 92) ». On se pince. Pour une recension critique du livre de Lordon, voir V. Soubise, « Une théorie de la valeur économique fondée sur la 'condition anarchique' ? Frédéric Lordon, entre impuissance tautologique et substantialisme des affects », à paraître. J'avais moi-même critiqué la thèse de Lordon dans « [Marx et Spinoza, le mariage de l'année ? Note de lecture de Frédéric Lordon, Capitalisme, désir et servitude, Marx et Spinoza](#) », *La Revue de la régulation*, n° 9, Spring 2011, repris pour l'essentiel dans *La richesse, la valeur et l'inestimable*, *op. cit.*

[28] On pourrait multiplier ce type d'exemples attestant du partage de certaines critiques. Ainsi, de la dénonciation de la confusion

fréquente au sujet du taux de chômage des jeunes (p. 134).

[29] Sauf inattention de ma part, une seule fois BF utilise le mot « revenu » dans son sens courant (p. 105), ce qui contredit la terminologie qu'il emploie toujours par ailleurs.

[30] Voir J.-M. Harribey, « [Il n'y a pas de travail productif au-delà de l'emploi](#) », *Politis*, n° 1440, 9 février 2017. J'ai proposé un schéma pour clarifier l'imbricature sur les notions de travail, emploi et activité. On le trouvera sous une forme dans *Les Économistes atterrés* et La Fondation Copernic (coord. J.-M. Harribey et C. Marty), *Faut-il un revenu universel ?*, Paris, Éd. de l'Atelier, 2017, p. 61 ; et sous une autre forme dans la « [Note sur le revenu d'existence universel](#) » pour Attac, février 2017.

[31] J'ai souvent fait remarquer que l'expression « retraites par répartition » était inappropriée car tout système réparti la valeur ajoutée. On a l'impression que le système par capitalisation serait capable d'engendrer une autre richesse que celle venant du travail productif.

[32] Pour une présentation du problème voir :

- J.-M. Harribey, « [La crise est celle du capitalisme](#) », *Les Possibles*, n° 9, printemps 2016.

- M. Husson, « [Stagnation séculaire ou croissance numérique ?](#) », *Analyses et Documents économiques*, n° 122, juin 2016 ; « [Économie politique. Penser et mesurer la stagnation séculaire](#) », *À l'encontre*, 19 mars 2018.

- Attac, *Par ici la sortie, Cette crise qui n'en finit pas*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2017.

[33] Voir J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, op. cit. ; et *Les feuilles mortes du capitalisme, Chroniques de fin de cycle*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2014.

[34] J. Stiglitz, A. Sen, J.-P. Fitoussi, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, Paris, O. Jacob, 2009. Voir ma critique, « [Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz](#) », *Revue du MAUSS*, n° 35, 1^{er} semestre 2010, p. 63-82.

[35] J'insiste sur le fait que le registre normatif est parfaitement admissible s'il est posé comme tel. D'ailleurs, d'autres que B. Friot font des propositions dans la période actuelle pour sortir des griffes du capitalisme. Par exemple, dans une orientation voisine, B. Borrits, « [De l'entreprise vers le commun](#) », *Les Possibles*, n° 17, Été 2018, article présentant son livre *Au-delà de la propriété, pour une économie des communs*, Paris, La Découverte, 2018 ; pour des comptes rendus de ce livre : T. Coutrot, « [La propriété : la dépasser ou la dépecer ?](#) », *Les Possibles*, n° 17, Été 2018 ; J.-M. Harribey, « [Dépasser toute propriété, un débat repris par Benoît Borrits](#) », *Les Possibles*, n° 17, Été 2018.